



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 59 - vendredi 9 septembre 2011

### Dans ce numéro :

- A la population, au monde du travail de décider. Nous ne paierons pas leur dette !
- Les divisions au sein du NPA et le nécessaire détour par la stratégie

## A la population, au monde du travail de décider Nous ne paierons pas leur dette !

L'offensive s'accélère pour faire payer la dette aux classes populaires alors que la crise s'approfondit brutalement, que les Bourses s'affolent, que les pauvres sont plus nombreux et plus pauvres... et que les profits du Cac 40 affichent 10 % de mieux que l'an dernier : sur 6 mois, 46 milliards d'euros de bénéfices issus du travail d'hommes et de femmes ici et de par le monde, partout où les capitalistes français font suer des richesses à ceux qu'ils exploitent.

Mais Fillon a planté le décor au campus UMP concluant, à propos de la crise de la dette, « *c'est la douloureuse rançon que doit désormais rembourser la vieille et belle société européenne, qui n'a pas trouvé le courage d'ajuster ses mœurs à la réalité de ses richesses* »... « *Il est de notre devoir à tous de mesurer les limites de nos droits, de lutter contre nos excès, nos abus* », les Français ne peuvent réclamer « *toujours plus d'agents publics et plus de droits* » ! A l'université du Medef, les patrons ont une nouvelle fois demandé au gouvernement « *de l'air dans le droit du travail, le droit social* », « *enlever toutes les contraintes mesquines qui sont des attaques à la liberté, faciliter la vie des entreprises beaucoup plus qu'aujourd'hui encore, arrêter la spirale de la taxation incessante* »... Quant à Dassault, patron du groupe et sénateur UMP, il tempête contre toute taxe sur les riches : « *C'est nul et idiot. On ferait mieux de supprimer la prime pour l'emploi, on économiserait beaucoup plus d'argent !* »... Morceaux choisis de cynisme et d'arrogance.

Dépassés par les conséquences de leur propre politique qui conduit à un effondrement économique sans précédent, pratiquant la méthode Coué telle Parisot répétant que « *tout ne va pas si mal* » (l'université du Medef était sous le signe « *plus forts après la crise* »...), les classes possédantes ont un programme, une politique : faire payer les populations, drainer l'ensemble des richesses, réduire à néant le prétendu « Etat providence » (!). Cela quelles qu'en soient les conséquences, alors même que cela ne peut qu'amplifier et accélérer la dégradation de la situation.

Le seul frein à cette fuite en avant aveugle qui conduit la société droit dans le mur, c'est leur peur des révoltes sociales, des exploités, des aspirations sociales et démocratiques, la vague de contestations et de révolutions qui secoue les peuples et les opprimés d'un continent à l'autre.

### Faire payer la population pour alimenter la fuite en avant de la finance

Comble de cynisme, pour mieux sauver leur peau et nous faire les poches, certains grands patrons se sont payé le luxe de tribunes dans la presse pour expliquer qu'ils étaient prêts à payer... un peu. Ainsi, Lévy, PDG de Publicis, 5<sup>ème</sup> patron le mieux payé de France avec 3,6 millions annuels et à la tête d'une fortune personnelle de 108 millions... Mais attention, pas à n'importe quelles conditions !

Charles Beigbeder, président de la commission Entreprenariat du Medef et Secrétaire national « *à la pédagogie de la réforme* » de l'UMP (sic !) a précisé : « *Chacun devra faire un effort et cela se traduira par des sacrifices douloureux. Dans ce cadre, mais*

**Débat révolutionnaire** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

*dans ce cadre seulement, c'est-à-dire si et seulement si l'on s'attaque aux gaspillages et fraudes innombrables, si l'on s'efforce par exemple d'aligner le coût d'une journée d'hôpital public sur celui du privé (-25%) ou le coût annuel d'un élève au sein de l'école publique sur celui du secteur privé (-30 à 40%), alors oui, pourquoi pas une taxe de plus sur les hauts revenus ». Et pour que ce soit plus pédagogique sans doute, il précise : « Il faut donc tout faire pour supprimer toutes les exemptions de taux normal de TVA, tout en le portant à 25%, ce qui générerait des recettes additionnelles considérables »...*

Histoire de préparer le vote au Parlement des mesures d'austérité... et la suite. Pas moins de 2200 amendements ont été déposés, tant par les députés de la majorité que de l'opposition. Le suspense était insoutenable pour savoir qui gagnerait de Raffarin qui refusait la hausse de la TVA sur les parcs à thèmes ou d'Estrosi combattant lui la taxation des hôtels de luxe, chacun à la tête des intérêts de son clan. Tout cela tient du gag, comme la dernière sortie d'Accoyer et de Larcher, présidents UMP de l'Assemblée et du Sénat, tous deux soudainement favorables à une taxation (exceptionnelle) des hauts revenus à partir de 250 000 euros au lieu des 500 000 fixés par le gouvernement ! De quoi faire ironiser Copé sur les accents de « gauche » de ses amis... et Fillon d'appeler à ne pas « *accréditer l'illusion que la taxation des grandes entreprises et des plus riches nous dispensera d'un effort général* ». Quant au PS en pleine primaires, il a peu de choses à ajouter, le concours y est ouvert pour savoir qui sera le plus responsable et « *équitable* » pour assainir les finances publiques. Comme dirait Valls, « *l'heure n'est plus à changer la vie* ».

Mais derrière le ridicule des postures des uns et des autres, la politique d'austérité qui s'accroît en France comme dans le reste de l'Europe, quelle que soit la couleur des gouvernements, frappe de plein fouet les plus démunis, les plus pauvres et une part de plus en plus grande de la population. Cette politique est non seulement insupportable pour les peuples mais elle est le plus court chemin vers le pire. En étranglant un peu plus la consommation des classes populaires elle accentue les risques de récession, conséquence de la course à la compétitivité, aux profits, alors que les masses de capitaux avides de faire de nouveaux profits ne cessent de gonfler. Cette bulle financière en constante expansion dévore l'économie, la production. A plus ou moins court terme, elle explosera si des mesures d'urgence ne sont pas prises pour éviter que ce ne soient les populations qui payent le prix de la catastrophe financière annoncée.

### « Concertation sociale » contre « guerre de classe » ?

Face aux « *plans de sauvetage* » pour « *rassurer les marchés* » qui ne font qu'alimenter la fuite en avant de la finance, face aux exigences, au culot, à la soif aveugle des classes dominantes, la seule issue passe par l'intervention des classes populaires, du plus grand nombre, pour refuser de payer leur crise et leurs dettes !

Mais la réaction des syndicats en cette rentrée est bien en-deçà de l'offensive à laquelle nous avons à faire face. L'annonce de l'accord à minima autour d'une journée de mobilisation intersyndicale le 11 octobre, sans mot d'ordre clair, sans plan d'attaque, sans même à ce jour d'appel à la grève, apparaît sans autre perspective que celle que les équipes militantes lui donneront à la base. Et ce choix du 11 octobre alors que le 27 septembre prochain les enseignants publics et privés sont appelés à la grève contre les attaques majeures dans l'Éducation, ne fait que souligner l'absence de volonté de faire converger les luttes.

Mais plus que le timing, c'est le fond de la politique menée par les syndicats qui pose problème. Le 18 août, dans une déclaration commune, CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA écrivaient : « *L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale* ». Façon élégante de demander à être consulté sur la dose de la potion à faire avaler aux travailleurs, même si le même texte estimait bon de mentionner plus bas « *l'indispensable intervention des salariés* ». Une offre de services que Fillon a partiellement acceptée... tout en montrant qui est le chef... il s'est ainsi payé le luxe de proposer des entretiens téléphoniques aux dirigeants des centrales syndicales et de ne les recevoir individuellement qu'une fois le plan de rigueur annoncé. Annonces que la CFDT a trouvées « *inéquitables* », l'UNSA regrettant qu'il n'y ait pas plus « *d'équité dans la répartition des efforts* ». Quant au secrétaire général de FO (par ailleurs présent à l'Université du Medef), il a salué sans rire le « *très léger rééquilibrage de la fiscalité entre capital et travail* » !

Il y a quelques années, le milliardaire américain Warren Buffet (remis ces dernières semaines à l'honneur par les déclarations de quelques patrons français) écrivait « *Tout va très bien pour les riches dans ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner* »... Une guerre que les directions des confédérations syndicales semblent bien peu prêtes à mener.

Leur politique, la théorisation par la CFDT que la grève « *n'est absolument pas la bonne voie* » vu « *la situation très difficile du pouvoir d'achat et les inquiétudes des salariés pour leur emploi* », aide bien peu les révoltes à s'exprimer et à s'organiser. Il n'en fallait pas plus au journal *Les Echos* pour écrire au lendemain de l'intersyndicale : « *Le climat social est plus à la morosité qu'à la colère et, à l'approche de la présidentielle, les salariés sont enclins à attendre pour s'en remettre aux urnes plutôt qu'à la rue* ». Regard pour le moins rapide et superficiel...

Car si chacun mesure que le poids de la crise et des récentes défaites, la paralysie des syndicats pèsent sur le moral des salariés, la révolte et la colère sont profondes face aux injustices, aux attaques quotidiennes, à une vie de plus en plus

---

difficile. La crise économique, sociale et politique transforme les consciences en profondeur. L'actualité est pleine des échos des indignés espagnols, des journées de grève générale au Chili ou en Italie, des manifestations historiques en Israël, de la révolte de la jeunesse anglaise qui refuse d'être sacrifiée et des révolutions autour de la méditerranée... Autant de contestations, de colères exprimées, d'exigences affirmées, qui renforcent et nourrissent par delà les frontières la légitimité de la révolte, la volonté de dire non, d'opposer la démocratie de la lutte, des peuples, des travailleurs à la dictature des financiers.

Ce qui se produit est difficile à mesurer mais c'est incontestablement profond et nouveau, relayé, diffusé par mille canaux à la vitesse d'Internet, des réseaux sociaux, rebondissant sur les paraboles et s'imprimant dans les consciences de millions de jeunes salariés, chômeurs, étudiants, et moins jeunes... avec l'aspiration à être acteur des bouleversements en cours, de participer à la contestation d'une société qui exclut le plus grand nombre et court à la faillite.

## L'exigence sociale et démocratique

Alors il est clair que l'heure n'est pas à discuter avec le gouvernement mais à faire entendre les exigences du monde du travail, des classes populaires. Il est nécessaire que s'affirme dans les syndicats, les entreprises, les quartiers, un courant regroupant tous ceux qui refusent le chantage, les mensonges. Face à l'illégitimité des banques, du grand patronat, de leurs gouvernements, il nous faut affirmer notre légitimité, celle du plus grand nombre. C'est à nous, à la population de décider !

Ce n'est pas un « plan de sauvetage » des banques qu'il faut mais bien un plan de défense de la population et il appartient aux travailleurs, aux jeunes, aux habitants des quartiers d'en débattre, de se « concerter » et de décider des mesures d'urgence à prendre pour défendre leurs conditions de vie et de travail face aux banques, au patronat et à l'Etat.

Nous refusons leur règle d'or des profits et leurs plans d'austérité. Nous refusons de payer pour les banques, pour les profits du Cac 40, pour que les cours des actions de la Société générale ou du Crédit agricole reprennent des couleurs tandis qu'on ferme des écoles, des hôpitaux, que la Sécu est mise en pièces, qu'on jette des travailleurs à la rue et que le chômage explose.

Une personne sur deux n'a pas pu partir en vacances cet été. D'après les chiffres mêmes de l'Insee, le taux de pauvreté est passé en un an de 13 à 13,5 % : 8,2 millions de personnes survivent en France avec moins de 954 euros par mois tous revenus confondus. Quant aux prix, ils continuent d'exploser tel le coût de la rentrée scolaire qui a augmenté de plus de 3 % alors que l'allocation de rentrée versée aux plus pauvres n'a elle augmenté que de 1,5 %. Concernant les loyers, une étude d'agents immobiliers vient de révéler qu'en 10 ans, en tenant compte de l'inflation, les revenus des locataires ont baissé de 2 % tandis que les loyers augmentaient de 24 % (32 % pour les studios) ! Alors quoi de plus légitime et urgent pour le monde du travail que d'exiger la hausse immédiate des salaires, des pensions, des allocations ; l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous ; l'embauche massive dans les services publics, la Santé, l'Éducation nationale ; le droit pour toutes et tous à un logement décent, à éduquer ses enfants, se soigner, se cultiver, en un mot vivre.

Lutter pour ces droits fondamentaux, urgents, c'est contester la dictature de la finance et sa logique destructrice pour faire en sorte, avant que l'ensemble de l'économie ne bascule dans la récession, que les richesses servent à satisfaire les besoins de la population. Cela pose le problème immédiat d'arrêter de rembourser la dette publique et de payer ses intérêts aux banques et aux spéculateurs.

C'est une tout autre logique que celle de l'intersyndicale qui se plie au chantage de la finance et au cadre de l'urgente « maîtrise des déficits publics », allant jusqu'à demander au gouvernement et au patronat d'« examiner » ensemble les mesures à prendre pour « réduire la dette »... Loin de demander des mesures d'austérité plus « justes », nous exigeons le respect de nos droits, ceux du plus grand nombre. Et la seule mesure équitable, légitime, urgente, c'est l'annulation de la dette publique, le refus de payer pour les banques, avant qu'elles n'entraînent toute l'économie dans la faillite !

*Isabelle Ufferte*

*Au sommaire*

## Les divisions au sein du NPA et le nécessaire détour par la stratégie

L'université d'été du NPA a été l'occasion de poursuivre la discussion sur les questions de stratégie, une discussion qui se cherche et rencontre quelques difficultés à prendre un contenu pratique et militant en prise avec la crise du NPA et les voies et moyens de la dépasser, en un mot les préoccupations de la grande majorité des camarades. Cette discussion ne sera féconde que si nous en définissons clairement les objectifs, les points autour desquels elle devrait ou pourrait se

---

concentrer, et surtout si elle se sort du piège dans lequel elle semble s'enfermer, d'une justification à posteriori des choix tactiques des uns et des autres.

Le premier objectif de ce débat est bien de se dégager de la logique de certains comportements fractionnels qui surinterprètent les désaccords pour les besoins de leur cause, sans débattre du fond, mais pour mieux accuser l'autre de... Les désaccords tactiques deviennent des désaccords stratégiques... Nous dégager de cette situation ridicule où tout le monde pense qu'il faut un candidat du NPA à la présidentielle, que rien d'autre n'est possible, que cela est souhaitable et nécessaire, mais où, cependant, non seulement nous n'avons pas encore réussi à regrouper le parti autour de son propre candidat pour défendre ses propres orientations mais nous nous divisons sur des questions de « profil » ! Comment une telle aberration est-elle possible ? Quelle confusion des esprits peut-elle l'expliquer ?

Je crois que le diagnostic est en fait assez simple, celui d'une grande difficulté à penser notre politique de regroupement des anticapitalistes en lien avec nos objectifs stratégiques, à donner sa dimension stratégique à notre projet, à ne pas être dominé par l'instant, par les choix tactiques pour être en mesure de garder le cap. La thérapeutique en découle : à partir de notre socle commun, les principes fondateurs, définir notre stratégie en précisant les différentes compréhensions que nous pouvons en avoir, les conséquences pratiques et immédiates de ces différences au lieu de faire l'inverse. Ce socle commun implique une solidarité de parti, cette solidarité qui, mieux que les discours, convainc que l'on se bat pour la même chose, que l'on discute de la même chose. C'est ainsi et dans ce cadre que se conjuguent cette discussion, la campagne autour de Philippe Poutou et l'objectif de refondation de notre parti.

Plus précisément, nous donner maintenant les moyens d'être présents dans la campagne sera une première étape sur le chemin de cette refondation pour peu que nous ayons commencé à construire quelques solides piliers sur lesquels prendre appui. Cette perspective définit l'objectif de nos discussions stratégiques, leur donne leur sens.

## Un parti pour la transformation révolutionnaire de la société

Lors du congrès fondateur, une discussion avait eu lieu à propos de la dénomination du parti sur le sens de la formule « *parti pour la transformation révolutionnaire de la société* ». Cette formule, en fait claire, a été acceptée comme un compromis entre ceux qui ne voulaient pas que le parti se dise révolutionnaire et ceux qui le voulaient. Les premiers voyaient le NPA comme un mouvement large, ouvert, unitaire, pluraliste destiné à peser dans les recompositions à gauche de la gauche en s'y intégrant et les seconds restaient dans le cadre de raisonnement d'autoaffirmation révolutionnaire. Ce compromis avait été remis en cause lors du vote sur la question du nom, NPA ou Parti anticapitaliste révolutionnaire.

Les termes mêmes de ce débat contenaient en germe la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui. La question était posée en termes de formule, pas de contenu, la divergence stratégique implicite n'était pas pleinement assumée, ni formulée.

En fait, il était juste de définir le NPA comme parti de transformation révolutionnaire, un parti large et ouvert, bien sûr, mais un parti des travailleurs, parti des luttes de classe, ayant sa propre stratégie dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société, stratégie autonome et indépendante de celle des antilibéraux.

Voilà l'essentiel, ce qui devrait être le point commun de départ de nos discussions, ce qui définit notre projet. Et que certains camarades ne semblent pas assumer.

Si l'on accepte ces prémisses comme base de départ du débat stratégique, les choses devraient se clarifier facilement ou du moins les points de litiges éventuels ne devraient pas avoir d'implications trop fortes. Nous devrions maîtriser les divergences qui se sont développées dans l'espace laissé libre lors du congrès fondateur du fait des non-dits. Le premier congrès n'a pas pu aborder ces questions pour lever les ambiguïtés, au contraire les incompréhensions sont devenues des divergences qui tendent à s'approfondir. Il y a maintenant urgence à clarifier les choses pour définir sans ambiguïté l'axe stratégique qui détermine notre politique et notre tactique, une vision stratégique claire qui permette d'avoir une boussole pour ne pas perdre le Nord à travers les courants et les vents des luttes de classes...

## Discuter des questions que nous pouvons résoudre

L'objectif de notre discussion ne porte pas tant sur la façon dont on peut aujourd'hui penser la transformation révolutionnaire de la société que sur notre stratégie pour la construction d'un parti, l'instrument de cette transformation révolutionnaire de la société. Les deux questions sont directement liées, elles ne sont cependant pas identiques. Ce lien entre les deux s'écrit à travers le programme, la démarche transitoire qui s'articule autour de la question de la conquête du pouvoir.

La discussion sur le processus révolutionnaire lui-même se concentre au stade actuel, essentiellement, mise à part la nécessaire étude de l'histoire du mouvement ouvrier et des révolutions passées, sur l'actualité du projet révolutionnaire, ce qui le rend nécessaire et possible.

Cette discussion est extrêmement importante, elle nous est de fait imposée par les longues années d'échecs et de reculs qui ont discrédité le projet lui-même ou, au mieux, l'ont classé au rayon des utopies. Réhabiliter en quelque sorte notre

---

projet, c'est décrire les contradictions à l'œuvre qui le nourrissent dans les flancs même de la société capitaliste, le mûrissement des conditions objectives qui rendent nécessaire et possible un processus de révolution permanente pour construire à l'échelle mondiale le socialisme. Sans doute n'y avons-nous pas consacré suffisamment de temps, mais ce n'est pas, je crois, le débat prioritaire aujourd'hui. Ou du moins nous devons dans l'immédiat l'aborder sous un angle plus pragmatique, concret et militant, celui des termes dans lesquels se pose aujourd'hui la construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société. En quoi les évolutions objectives et subjectives peuvent-elles nous conduire à penser que nous pouvons réussir là où, hier, nous avons échoué ? A quelles conditions ? Ces transformations objectives ne nous imposent-elles pas aussi de bouleverser nos propres conceptions, nos propres raisonnements ?

## Un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes

Le débat que nous avons n'est pas un débat propre au NPA, il n'est en rien autocentré ni narcissique, autant il est vrai que notre propre crise participe d'une crise bien plus globale du mouvement ouvrier, et, de ce point de vue, il concerne l'ensemble des militants qui luttent pour l'émancipation humaine. La difficulté du NPA à s'affirmer, à se penser lui-même en parti, cette difficulté à nous forger une compréhension commune de la période, des tâches, de la portée de notre propre projet exprime, quant au fond, un problème posé au mouvement anticapitaliste et révolutionnaire depuis près de vingt ans, c'est à dire depuis l'effondrement de l'ex-URSS : l'extrême gauche, pour l'essentiel le mouvement trotskyste, n'a pas réussi à répondre aux nouvelles possibilités ni aux nouveaux besoins nés de la fin du stalinisme et de la transformation de la social-démocratie en social-libéralisme. Nous n'avons pas encore réussi à opérer notre révolution culturelle, un saut qualitatif de groupes opposants à la social-démocratie et au stalinisme à ne serait-ce que l'ébauche d'un parti ouvrier et populaire, que ce soit Lutte ouvrière et l'appel à un parti des travailleurs après 1995, Voix des travailleurs et la politique d'unité des révolutionnaires de 1997 à 2000, la LCR avec la fondation du NPA, aujourd'hui le NPA lui-même.

Notre crise et notre discussion s'inscrivent dans cette difficulté générale du mouvement révolutionnaire, qui n'est pas une spécificité hexagonale loin s'en faut mais bien l'expression de la contradiction entre l'ancien et le moderne, le vieux et le nouveau. Elle est la conséquence d'une rupture historique ouverte par l'effondrement du stalinisme, le basculement du monde qui débouche sur une crise globale sans précédent, une rupture qui crée aussi les conditions objectives de cette mue, l'exige et la rend possible.

Mais cette mue ne se fera pas automatiquement, elle suppose une remise en question, un bilan critique des conceptions héritées de la période antérieure depuis 1968, en particulier les conceptions de construction du parti conçu essentiellement comme un travail volontariste, par en haut, d'autoconstruction dans laquelle le programme est plus un instrument de délimitation, de clivage, de formules dogmatiques, qu'un instrument d'intervention et de regroupement. Cette conception a été façonnée par des années de lutte contre le stalinisme et de recul, à l'aide d'une compréhension déformée du bolchevisme dans le cadre de cette lutte.

Marx, dans le *Manifeste*, en réponse aux conceptions des premiers groupes communistes ou ouvriers d'avant 1848, parle de la classe ouvrière qui se constitue en parti. Certes la formule apparaît aujourd'hui bien abstraite mais elle indique cependant un élément essentiel : comprendre le parti comme un processus d'auto-organisation auquel participent groupes, tendances, un processus créateur qui suscite initiatives, émulation, rivalités et luttes d'influence aussi, un processus solidaire, cimenté par une même conscience révolutionnaire, socialiste et de classe.

Ce processus est un melting pot à travers lequel le parti lui-même, un parti creuset en quelque sorte, se transforme, évolue, se renforce, élabore sa politique à travers une confrontation politique permanente tant entre les différents courants qui s'y retrouvent qu'avec les autres forces politiques du mouvement ouvrier, qu'avec les travailleurs eux-mêmes. Un processus organisé, actif qui se donne les moyens de peser dans les luttes sociales et politiques. Un processus ouvert et démocratique qui se nourrit des besoins et aspirations des travailleurs et des classes populaires bien plus que de l'impératif catégorique des formules révolutionnaristes...

## Une stratégie définie par la période

La situation objective rend stériles les vieilles conceptions qui ont su dans le passé préserver une certaine continuité du mouvement et du programme révolutionnaire. La fin du stalinisme et les bouleversements en cours ouvrent de nouveaux espaces pour les mobilisations et les luttes, de nouveaux horizons insoupçonnés pour les révolutionnaires. La compréhension de ces bouleversements, de leurs conséquences est ce qui, en premier lieu, définit notre stratégie, d'elle résulte notre compréhension des tâches. Il ne s'agit pas de discuter sans fin des leçons du passé mais bien de comprendre le présent pour agir. Les trois grandes caractéristiques qui déterminent aujourd'hui cette nouvelle période convergent pour créer les conditions objectives de la naissance de nouveaux partis ouvriers et populaires :

a) La crise globale du capitalisme a atteint un stade de non retour. Les expédients des classes dominantes ont renforcé les contradictions à l'œuvre au point qu'une catastrophe financière est imminente, annoncée, qu'elle est inévitable du fait de l'exacerbation des contradictions entre la masse croissante de capitaux en quête de nouveaux profits, l'atonie de

---

la production et la détérioration des conditions d'existence du plus grand nombre. Il n'y a pas d'autre issue capitaliste à plus ou moins court terme qu'une purge, la destruction massive de ces capitaux fictifs parasites et d'une partie de la dette par un krach financier. La seule alternative renvoie à des mesures d'urgence drastiques pour garantir les droits du monde du travail, empêcher les financiers de nuire en refusant de payer et de rembourser la dette, la nationalisation des banques en un seul organisme de crédit sous le contrôle de la population. La crise écologique redonne toute sa pertinence à la nécessité d'une planification démocratique de la production et des échanges à l'échelle de la planète.

Dans le même temps, le principal facteur de stabilité des vieilles bourgeoisies impérialistes, les surprofits impérialistes résultats du pillage des peuples, est sapé par une terrible concurrence internationale avec son corollaire, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle internationale. Une nouvelle classe ouvrière émerge de la mondialisation libérale et impérialiste qui, à travers de multiples combats et mobilisations, s'affirme comme acteur politique, acquiert une conscience de classe, s'organise, à travers ce mouvement moléculaire qui tend à s'accélérer, se construit comme une nouvelle classe ouvrière internationale porteuse de la transformation révolutionnaire de la société.

b) La question sociale s'impose comme la question politique-clé en lien avec la question de la démocratie. Avec la discussion sur les moyens de sortir de la crise, elles sont au cœur du débat public. Dans le même temps, l'État apparaît de plus en plus aux yeux des plus larges masses comme un instrument sous la tutelle des banques et de la finance, subordonné à la défense de leurs intérêts.

Différents éléments convergent pour aider à la naissance d'une nouvelle conscience de classe révolutionnaire parmi une fraction non négligeable du monde du travail et de la jeunesse, ce qui n'a jamais eu lieu dans les vieilles puissances impérialistes occidentales depuis la fin de la deuxième guerre mondiale même au moment des sales guerres coloniales. L'évolution est d'autant plus profonde qu'elle touche tous les pays d'Europe mais aussi les USA.

« Non à l'austérité », « refusons de payer leur dette », « aux peuples de décider », deviennent des mots d'ordre universels.

c) La vague révolutionnaire qui balaye le monde arabe souligne le fait que les conditions objectives d'une nouvelle période révolutionnaire existent. C'est bien dans ce cadre-là que nous devons raisonner. Le fond est bien de mettre ces révolutions en perspective, de les inscrire dans une évolution globale du monde qui fonde et légitime une stratégie révolutionnaire. Comme il était dit, au moment du congrès, dans l'introduction du texte d'orientation de la position 1 en rappelant les principes fondateurs, les évolutions démocratiques et progressistes ne pourront venir que d'en bas, de l'intervention des classes exploitées et opprimées. Les bouleversements opérés par la mondialisation libérale et impérialiste ont mûri les conditions objectives pour une transformation révolutionnaire de la société en mettant en concurrence les travailleurs à l'échelle de la planète, en prolétarisant des millions de paysans, en ouvrant les frontières, en développant comme jamais les relations internationales, les transports, les nouvelles technologies. En portant les contradictions même du capitalisme à un niveau d'exacerbation jamais atteint au point que le décalage entre les progrès scientifiques, techniques et la dégradation sociale pour le plus grand nombre, le creusement des inégalités, la paupérisation sont devenues insoutenables. Ce sont ces contradictions qui ont engendré la première vague révolutionnaire de la nouvelle période.

Un mouvement irréversible est engagé, il connaîtra des hauts et des bas, des victoires et des défaites, de lentes accumulations de forces puis de brusques accélérations, des explosions mais notre stratégie doit toute entière s'inscrire dans cette nouvelle période de révolution en permanence.

## Un programme pour les luttes, un programme de gouvernement

Nous héritons de toute la longue période où la classe ouvrière n'est pas intervenue pour son propre compte en postulant à la direction de la société d'une grande difficulté à construire le lien concret et pratique entre la lutte pour le pouvoir demain et notre activité quotidienne, les luttes d'aujourd'hui. La difficulté est bien réelle, dans les rapports de force, les niveaux de conscience, notre propre expérience collective... D'une certaine façon, nous restons dominés par l'idée du grand soir ou... son rejet.

Notre difficulté à penser ce lien entre lutte pour le pouvoir et lutte quotidienne laisse le champ libre soit au révolutionnarisme de la phrase soit au pragmatisme opportuniste. La politique a horreur du vide et à défaut d'être capable collectivement d'élaborer, de formuler au quotidien une politique qui s'inscrit dans la lutte pour conquérir des positions politiques sur la base de notre propre orientation, chacun recherche une issue soit dans l'affirmation des principes soit dans l'adaptation au rapport de force existant. Il nous faut nous atteler collectivement à la tâche de construire ce lien entre le pragmatisme de la lutte quotidienne et la stratégie révolutionnaire.

La révolution n'est pas un saut qualitatif à partir de rien mais bien un bouleversement, une rupture, conséquence de l'accumulation de contre-pouvoirs locaux gagnés dans les syndicats, les associations, les institutions elles-mêmes. L'agitation, l'activité révolutionnaire n'est pas une simple incantation mais la lutte pied à pied pour gagner des positions, la lutte pour des micropouvoirs démocratiques et révolutionnaires, accumulation primitive de forces révolutionnaires, de matériels explosifs en vue de la conquête du pouvoir.

Construire ce lien dans la pratique quotidienne suppose de le construire dans nos textes programmatiques. C'est le sens

---

même de la démarche transitoire qui définit ce lien entre les exigences quotidiennes et la question du pouvoir en disant clairement et sans ambiguïté l'enjeu de notre combat. Cette démarche repose sur une compréhension du rôle des travailleurs, de la nécessité de leur organisation pour intervenir en tant que classe sur le terrain politique. Notre politique n'est pas celle du tout ou rien, elle vise à des conquêtes partielles, défend les acquis. Cela veut dire concrètement la lutte pour conquérir démocratiquement des positions sur la base de nos orientations syndicales et revendicatives mais aussi politiques y compris dans les institutions bourgeoises. Nous sommes sans tabous ni préjugés, nous pouvons aller partout à condition d'avoir la force collective de préserver notre indépendance politique, les liens avec la classe ouvrière et d'être les acteurs de son organisation démocratique.

### **Renaissance du marxisme, un long fleuve agité...**

On le voit, cette discussion sur la stratégie renvoie à un vaste travail d'élaboration collective, politique, théorique et pratique en lien avec le développement de notre intervention dans la lutte de classe, dans ses manifestations y compris les plus quotidiennes. Il participe d'une véritable renaissance du marxisme en tant que théorie des luttes d'émancipation, la mise au service du combat pour la démocratie et la liberté, pour le socialisme, des connaissances modernes au moyen des conceptions matérialistes de l'histoire et de l'évolution. Renouer avec une tradition marxiste clairement dégagée des caricatures totalitaires du stalinisme ou du maoïsme, dégagé aussi de nos propres déformations, est la seule méthode pour nous donner l'outil nécessaire pour étayer, argumenter notre perspective stratégique, construire le lien entre pratique et théorie, faire en sorte que notre parti devienne réellement un instrument au service des travailleurs.

Cette méthode a pour condition même la plus large démocratie, une pleine liberté de discussion, d'élaboration. Il s'agit de bien plus que la démocratie formelle des tendances et fractions où chacun lutte pour ses propres positions au prix souvent d'une paralysie du parti. Il s'agit d'une réelle démocratie révolutionnaire soucieuse d'associer tout le monde, de débattre de tout, d'encourager les initiatives, force dynamique qui fonde la confiance et la solidarité de parti. C'est cette démocratie vivante qui permet dans la pratique de construire, pas à pas, le lien entre le travail quotidien, la tactique et la stratégie révolutionnaire. C'est aussi à travers une telle démocratie que peut s'éduquer, se sélectionner, se qualifier une réelle direction en symbiose avec l'ensemble du parti.

Tout ça ne se fera pas en un jour, ni par un vote, mais demande du temps, du travail, un engagement militant profond. Commencer ce travail signifie d'abord surmonter la crise que nous traversons et nécessite une certaine capacité d'autocritique. Ce ne sont pas le projet, ni les textes principaux qui le définissent qui sont en cause mais bien nos capacités individuelles et collectives à les assumer, à leur donner un contenu pratique, dynamique, militant au sein du monde du travail et de la jeunesse. Cette capacité ne dépend pas tant de qualités morales, individuelles, mais bien plus de notre capacité à engager notre discussion sur la stratégie, la compréhension de la nouvelle période, les tâches qui en résultent, les changements qu'elle implique. Un vaste et passionnant travail en lien avec notre travail quotidien, notre campagne, le développement et le renforcement de notre parti...

**Yvan Lemaitre**

***Au sommaire***